

Sommaire

PARTIE 1 : PRÉSENTATION DE JUSSIEU 6

- 1. L'Université Pierre et Marie Curie 6
- 2. L'université Denis Diderot 8
- 3. La Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu 9
 - 3.1. Présentation générale..... 9
 - 3.2. De multiples sections..... 10
 - 3.3. La bibliothèque de physique-chimie recherche..... 12
 - 3.3.1. Le public 12
 - 3.3.2. Les collections 13

PARTIE 2 : LES PÉRIODIQUES ÉLECTRONIQUES : ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU MODÈLE DE COMMUNICATION SCIENTIFIQUE. 14

- 1. Un paysage éditorial en mutation. 14
 - 1.1. La publication : une importance vitale pour les chercheurs, une manne pour les éditeurs commerciaux..... 14
 - 1.2. L'augmentation des coûts..... 15
 - 1.2.1. Des raisons structurelles 15
 - 1.2.2. Des raisons conjoncturelles..... 16
 - 1.2.3. L'attitude des sociétés commerciales 16
 - 1.2.4. Un lectorat restreint et des acheteurs captifs 16
- 2. Une nouvelle gestion de la documentation pour les bibliothèques 17
 - 2.1. Des problèmes techniques 17
 - 2.2. Le choix du ou des fournisseurs..... 18
 - 2.3. Le choix de la tarification 19
 - 2.4. Des conditions d'accès complexes 19
 - 2.5. Une adaptation au traitement des documents électroniques..... 20
 - 2.6. Le problème de l'archivage 20
- 3. Les réactions de la communauté scientifique et des bibliothèques face aux débordements de l'édition scientifique 21
 - 3.1. La communauté scientifique..... 21
 - 3.2. Les bibliothèques..... 22

PARTIE 3 ANALYSE DE L'EXISTANT À LA BIUSJ : L'OFFRE ET LA DEMANDE..... 25

- 1. Le contexte et les choix de la Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu 25
 - 1.1. Une bibliothèque interuniversitaire, de multiples sites, des laboratoires.25
 - 1.2. Des choix communs pour la documentation électronique 26
 - 1.3. Coût et financement de la documentation électronique 27
- 2. Les abonnements à la Bibliothèque de physique-chimie recherche28
- 3. Le public de la bibliothèque de physique-chimie recherche 31

PARTIE 4 ANALYSE DE RÉFÉRENCES EXTÉRIEURES.....	34
1. Introduction	34
2. La BU de l'Université Paris-Dauphine	35
3. La bibliothèque du CEA à Saclay	36
4. Le CADIST de chimie à L'Université Lyon 1	37
PARTIE 5 DES SCÉNARIOS POUR LA BIBLIOTHÈQUE DE PHYSIQUE- CHIMIE RECHERCHE	40
1. Contraintes, impératifs et souhaits	40
1.1. Les statistiques fournies par les éditeurs.....	40
1.2. Le calcul des coûts.....	41
1.3. L'enquête auprès des chercheurs.....	41
2. La démarche	42
2.1. La collecte des données	42
2.2. L'établissement de listes	43
3. D'un noyau dur au scénario « idéal »	43
3.1. Un noyau de collection.....	44
3.2. Un noyau de collection étoffés de titres à conserver.....	45
3.3. Des revues indispensables et des revues en accès électronique seul...	46
3.4. L'offre la plus complète.....	46
3.5. Le scénario « idéal »	47
BIBLIOGRAPHIE.....	50
TABLE DES ANNEXES	54

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont apporté de l'aide dans l'élaboration de ce dossier :

Ghislaine Chartron, maître de conférence à l'URFIST de Paris, aujourd'hui responsable de la cellule veille scientifique et technologique à l'INRP, pour l'encadrement de ce travail.

Frédérique Mondon, Enssib, pour son soutien et ses encouragements tout au long de la préparation de ce mémoire.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à **Cécile Pierre**, conservateur en charge de la documentation numérique à la BIUSJ qui m'a apporté une aide précieuse et à **Françoise Sinnassamy**, conservateur, responsable de la section physique-chimie recherche de la BIUSJ.

Annie Mangeot, responsable de la Section Informations Documentaires et **Marie-Pascale Lizee** pour leur accueil au Commissariat à l'énergie atomique.

Isabelle Sabatier, directrice de la Bibliothèque universitaire de l'Université Paris-Dauphine.

Anne-Marie Malaveille, conservateur, responsable des acquisitions en chimie à la bibliothèque universitaire de l'Université de Lyon 1.

Introduction

Avec le développement des nouvelles technologies et tout particulièrement d'Internet, le marché de l'information a explosé ainsi que l'usage de la documentation électronique. Les éditeurs ont participé à ce phénomène en modifiant leurs modes de publication et en proposant une offre électronique. Ces nouveaux produits électroniques, souvent plus chers, et le fait que l'on n'achète plus un produit, mais un accès à un produit, transforment les habitudes des bibliothèques en matière de politique d'acquisition de périodiques. Les prix, qui ne cessent d'augmenter, ont poussé les chercheurs et les bibliothécaires à trouver des solutions alternatives : mise à disposition d'archives gratuites sur Internet, création de consortia pour des achats à moindre coût. Cependant l'offre numérique, très disparate selon les éditeurs et les disciplines, ne permet plus d'utiliser un schéma unique d'acquisition tel qu'il pouvait exister avec la forme papier. La plupart des bibliothèques ont opté pour une formule d'achats couplés du papier et de l'électronique, formule la plus courante proposée au début par les éditeurs et qui semblait convenir à tout le monde puisque l'on ne perdait pas les archives papier des collections constituées depuis de nombreuses années par les bibliothèques.

A la Bibliothèque Interuniversitaire Scientifique Jussieu, c'est cette formule qui a été retenue, cependant les crédits n'augmentant pas, contrairement au coût de la documentation, une étude m'a été confiée dans le cadre du projet professionnel personnel afin de trouver des solutions alternatives.

Après une présentation de l'Université Pierre et Marie Curie et de la Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu, je développerai la situation actuelle des chercheurs, des éditeurs et des bibliothécaires face au développement de la publication scientifique électronique et les changements que cela a entraîné. Puis après un exposé de l'existant en matière d'acquisition de périodiques à Jussieu, je présenterai plusieurs scénarios possibles, au vu d'expériences observées dans d'autres établissements et en tenant compte des contraintes de l'environnement bibliothéconomique de l'université de Jussieu.

Partie 1 : Présentation de Jussieu

Le campus de Jussieu présente la particularité d'accueillir en son sein deux universités : l'Université Pierre et Marie Curie (Paris 6) et l'Université Denis Diderot (Paris 7). La bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu a donc pour vocation de desservir ces deux universités.

1. L'Université Pierre et Marie Curie

Le campus de Jussieu a été construit dans les années 1950-1960 à l'emplacement des anciens entrepôts de la Halle aux vins dans le 5^{ème} arrondissement de Paris. A partir de 1968, l'éclatement de la Faculté des sciences de Paris donne naissance à plusieurs universités. Créée en 1971, l'Université Paris 6, sa principale héritière, partage le campus Jussieu avec l'Université Paris 7 et l'Institut de Physique du Globe. Elle a pris le nom d'Université Pierre et Marie Curie (UPMC) en 1974. Elle est la plus grande université scientifique et médicale de Paris.

Outre le site de Jussieu, l'Université Paris 6 possède 13 autres implantations réparties en Région Parisienne mais aussi sur toute la France. A Paris et en Région Parisienne, les sites de la Pitié Salpêtrière, des Cordeliers, de Saint-Antoine, le site Curie où se trouve l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Paris rattachée par convention à l'UPMC, le site Fédération-Scott avec les laboratoires d'informatique et de mécanique, le site Chevaleret où se trouvent les laboratoires de mathématiques, les sites Raspail, Orsay et Saint-Cyr-l'Ecole. En province se trouvent les observatoires océanologiques sur les sites de Roscoff, de Banyuls et de Villefranche et le site de Thonon avec le Centre de recherches géodynamiques.

Tableau récapitulatif des composantes :

	UFR
UFR Scientifiques	UFR 920 Mathématiques pures et appliquées UFR 921 Sciences du calcul et ingénierie mathématique UFR 922 Informatique UFR 923 Mécanique, énergétique et robotique UFR 924 Electronique, électrotechnique, automatique et applications de la physique UFR 925 Physique fondamentale et appliquée UFR 926 Chimie UFR 927 Sciences de la vie UFR 928 Sciences de la terre et évolution des milieux naturels
UFR médicales	UFR 964 Saint-Antoine UFR 965 Pitié Salpêtrière UFR 968 Stomatologie et chirurgie maxillo-faciale UFR 970 Broussais-Hôtel-Dieu et Centre de recherches biomédicales des Cordeliers
Unités internes	UI 934 Institut d'astrophysique de Paris UI 935 Institut de sciences et technologie UI 936 Institut Henri Poincaré UI 937 Observatoire océanologique de Roscoff UI 938 Observatoire océanologique de Banyuls sur Mer UI 939 Observatoire océanologique de Villefranche sur Mer

L'UPMC accueille 30 000 étudiants dont 8 000 en 3^{ème} cycle ainsi que 4 000 chercheurs et enseignants-chercheurs. 3 000 ingénieurs, techniciens, administratifs et personnels de service y travaillent. 180 unités de recherche y sont réunies : 94 laboratoires sont associés au CNRS, 62 unités sont associées à l'INSERM. Elle délivre près de 700 thèses par an.

Comme toutes les universités françaises, l'UPMC est dotée d'un organe de direction, le président et sept directoires, d'un organe délibérant, le Conseil

d'administration, de deux organes d'études et de proposition, le Conseil scientifique et le Conseil des études et de la vie universitaire.

La documentation à l'université Pierre et Marie Curie est représentée par la Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu pour les disciplines scientifiques. Cependant, il existe également un Service commun de la documentation médicale, qui dessert toutes les UFR médicales décrites ci-dessus et de nombreuses bibliothèques de laboratoires.

L'université Pierre et Marie Curie couvre des domaines de recherche, qui sont en relation avec les grandes orientations de la recherche en Ile-de-France : sciences du vivant et de la santé, génomique et post-génomique, sciences de l'univers et environnement, optique, laser, traitement de l'information et de la communication, modélisation.

Cette recherche s'articule autour de 4 grands pôles à caractère interdisciplinaire :

- Modélisation et Ingénierie
- Matière et Nouveaux Matériaux
- Espace Environnement Écologie
- Génomique, Systèmes de Communications Cellulaires et Nouvelles Approches Thérapeutiques

La chimie à l'UPMC

L'UFR de Chimie est organisée en cinq départements scientifiques à l'intérieur desquels sont regroupés les laboratoires ayant une discipline commune : Département de chimie organique ; Département Structure, matière, rayonnement, théorie ; Département Matériaux ; Département Physico-chimie Analytique, réactivité, électrochimie, surfaces et Département de chimie inorganique. Ces départements regroupent 20 laboratoires.

2. L'Université Denis Diderot

L'autre établissement implanté sur le site de Jussieu est l'Université Paris 7 Denis Diderot. Contrairement à Paris 6, c'est une université pluridisciplinaire. Elle couvre les lettres et sciences humaines, les sciences et la santé.

Elle regroupe les 18 UFR suivantes : Biochimie ; Biologie et sciences de la nature ; Chimie ; Etudes anglophones (Charles V) ; Etudes interculturelles de langues appliquées ; Géographie, histoire, sciences de la société ; Informatique ; Langues et civilisations de l'Asie Orientale ; Hôpital Lariboisière Saint-Louis ; Linguistique ; Mathématiques ; Odontologie ; Physique ; Sciences humaines cliniques ; Sciences physiques de la terre ; Sciences sociales ; Sciences des textes et documents ; Hôpital Xavier Bichat.

Elle accueille 25 000 étudiants dont 8 000 en 3^{ème} cycle, 2 700 enseignants-chercheurs et chercheurs et 1 100 personnels administratifs et techniques. Paris 7 regroupe 151 laboratoires dont 44 sont associés à l'INSERM et 53 au CNRS. 390 thèses ont été délivrées à Paris 7 en 2002. Les étudiants en science sont beaucoup moins nombreux qu'à Paris 6 (environ 8000).

L'université Denis Diderot possède son propre Service commun de la documentation. Il dessert le secteur Lettres et sciences humaines et le secteur Santé. Le secteur Sciences est desservi par la Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu.

La chimie à l'Université Denis Diderot

L'UFR de chimie de l'Université Paris 7 est beaucoup moins importante en nombre de laboratoires et de chercheurs que celle de Paris 6. Seuls quatre laboratoires sont rattachés à cette UFR. Les recherches portent sur la dynamique des systèmes, l'électrochimie moléculaire, les systèmes atmosphériques et la pharmacologie moléculaire.

3. La Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu

3.1. Présentation générale

La Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu (BIUSJ) est l'héritière des collections de la Sorbonne en sciences. Ses 14 salles de lecture forment un ensemble de 12 600 m² comprenant 2 400 places assises. 25 000 lecteurs y sont

inscrits et on y enregistre 1 300 000 entrées par an. En tant que bibliothèque interuniversitaire elle dessert les universités de Paris 6 et Paris 7 du 1^{er} au 3^{ème} cycle ainsi que les chercheurs et enseignants-chercheurs. Mais elle est administrativement rattachée à l'Université Pierre et Marie Curie.

Les collections et le personnel en quelques chiffres

La BIUSJ possède 250 000 ouvrages, 7 200 titres de périodiques dont 3 000 titres en cours, 100 000 thèses, 30 000 cartes, des vidéothèques et des logithèques.

La documentation électronique en ligne se compose de 5 bases de données bibliographiques et de 1 872 périodiques et congrès en ligne.

Une centaine d'agents travaillent à la BIUSJ.

3.2. De multiples sections

La répartition en de multiples sections, quatorze au total, est une des particularités de la Bibliothèque interuniversitaire scientifique. Il n'existe pas de bibliothèque centrale. Les bibliothèques sont réparties par discipline et par niveau.

L'organisation est la suivante :

- La bibliothèque du 1^{er} cycle, où sont accueillis les étudiants en DEUG : dotée de 700 places assises, elle offre en libre-accès des collections pluridisciplinaires, des manuels en nombreux exemplaires, des périodiques de vulgarisation scientifique, des logiciels d'autoformation et d'évaluation dans les différentes disciplines scientifiques et une vidéothèque de films scientifiques.
- Cinq bibliothèques dites d'enseignement, réservées au 2^{ème} et 3^{ème} cycles : biologie, chimie, mathématiques/informatique, physique, sciences de la terre.
- Six bibliothèques, dites de recherche réservées aux étudiants de 3^{ème} cycle, chercheurs et enseignants-chercheurs : Biologie, chimie/physique, mathématiques, informatique, sciences de la terre et cartotheque.
- La Bibliothèque générale, ouverte aux 3^e cycles, où l'on trouve les généralités des sciences, qui touchent à toutes les disciplines et des outils

de référence communs. Elle regroupe les périodiques scientifiques généralistes, comme les publications des grandes académies et des sociétés savantes françaises et étrangères.

- Le fonds « Science et société » : la bibliothèque regroupe des documents, qui couvrent les domaines de l'histoire, de la philosophie, de la sociologie et de la politique de la science (6 000 ouvrages et 100 titres de périodiques). Elle est particulièrement riche en documents sur la responsabilité scientifique (bioéthique, « informatique et liberté », science et armement...), sur les relations entre science et politique et sur les études sociales de la science. Elle suit les activités des séminaires, instituts ou centres de recherche en histoire et sociologie des sciences. La bibliothèque est réservée aux étudiants de 3^{ème} cycle et aux enseignants et chercheurs.
- Le service des thèses. La bibliothèque regroupe environ 100 000 thèses papier et 40 000 microfiches. Elle abrite les collections des thèses scientifiques de la Sorbonne (1880-1970) et les thèses déposées à Jussieu depuis cette date. La consultation est ouverte à tous, mais le prêt est réservé aux étudiants en thèse et aux enseignants et chercheurs.

Ces nombreuses sections en font une Bibliothèque très morcelée, où les étudiants ont du mal à se retrouver et à faire la différence entre les différents niveaux requis pour pouvoir emprunter, s'inscrire ou tout simplement consulter. L'organisation en disciplines peut aussi nuire aux recherches, qui sont de plus en plus pluridisciplinaires, et oblige les étudiants et chercheurs à se déplacer sur le campus, voire hors campus puisque pour cause de désamiantage, certaines bibliothèques de recherche sont hébergées dans des arrondissements éloignés de Jussieu.

Par ailleurs, la gestion de la bibliothèque ne s'en trouve pas facilitée non plus. Chacun travaille dans sa section et il n'est pas facile pour un nouvel arrivant d'avoir une vue d'ensemble de l'établissement.

Les services communs à l'ensemble de la Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu se composent de la cellule informatique et gestion de la documentation électronique, du prêt entre bibliothèques ainsi que du service du

personnel et des services financiers. Certains conservateurs assurent par ailleurs des tâches transversales comme la formation du personnel, la formation aux lecteurs...

3.3. La bibliothèque de physique-chimie recherche

La bibliothèque de physique-chimie recherche, où je suis en poste, est la réunion depuis 2001 des bibliothèques de physique-recherche et chimie-recherche, suite au désamiantage de Jussieu. Le personnel se compose de huit personnes (sept équivalents temps plein) : un conservateur chef de la section, un bibliothécaire, deux bibliothécaires adjoints spécialisés, un assistant de bibliothèque, deux magasiniers et un vacataire magasinier.

La bibliothèque est ouverte 45 heures par semaine, de 9h à 18h, du lundi au vendredi.

Dans la salle de lecture on trouve 60 places assises, 10 ordinateurs réservés au public, et des photocopieurs. 5 postes sont réservés au catalogue de la BIUSJ, sur lequel les lecteurs peuvent aussi consulter leur situation de prêt. Sur les autres postes, on trouve l'accès aux périodiques électroniques, aux signets de la BIUSJ, au SUDoc et aux bases de données. Les 2 bases de données de la bibliothèque de physique-chimie recherche sont Inspec pour la physique et Scifinder Scholar qui permet d'interroger simultanément les Chemical Abstracts et Medline.

3.3.1. Le public

La bibliothèque a pour vocation de desservir les chercheurs et étudiants de 3^{ème} cycle. Peuvent s'inscrire les étudiants de 3^{ème} cycle de Paris 6 et Paris 7 et les étudiants d'autres universités préparant un DEA commun avec Paris 6 ou 7, les enseignants et chercheurs des universités françaises, les chercheurs du CNRS ou d'un autre organisme de recherche travaillant sur le campus, les étudiants de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris, et moyennant un droit d'inscription les étudiants d'autres universités de Paris et d'Ile-de-France, les sociétés ou laboratoires privés, les personnes privées.

3.3.2. Les collections

Les collections se composent de 1 850 titres de périodiques, dont 260 en cours d'abonnement, et de 21 000 ouvrages majoritairement en anglais. Avec l'arrivée de la bibliothèque de chimie dans l'espace auparavant dévolu à la seule bibliothèque de physique, toutes les collections ne trouvant plus leur place, il a fallu ouvrir deux magasins pour y conserver les années les plus anciennes des périodiques. Ces deux magasins sont éloignés de la salle de lecture et obligent les magasiniers à faire plusieurs tournées par jour pour y chercher les fascicules demandés par les lecteurs. Dans la salle se trouvent les périodiques depuis 1990, les années antérieures étant en magasin. Les lecteurs peuvent trouver sur le site Internet de la Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu une centaine de titres de périodiques électroniques liés à des abonnements pris par la Bibliothèque, ainsi que d'autres titres et bases de données gratuites sur le web.

Avant de détailler cette offre de documentation électronique à la BIUSJ, je voudrais rappeler, et ce sera l'objet de ma deuxième partie, quels sont les problématiques et les enjeux liés au développement de la documentation numérique.

Partie 2 : Les périodiques électroniques : émergence d'un nouveau modèle de communication scientifique.

Depuis une dizaine d'années l'édition traditionnelle des diverses communautés scientifiques s'est vue bousculée par l'arrivée d'un nouveau média : Internet. Quelles ont été les conséquences au sein de la communauté des chercheurs ? En quoi cela a-t-il fait évoluer le rôle des éditeurs ? Quelle influence cela a-t-il sur le monde de la documentation ?

1. Un paysage éditorial en mutation.

1.1. La publication : une importance vitale pour les chercheurs, une manne pour les éditeurs commerciaux.

Aujourd'hui « la revue représente une forme institutionnelle, inscrite dans un complexe d'institutions et une communauté scientifique, faite de pratiques reconduites, sanctionnées, objectivées et légitimées par les usages ». ¹ « Publish or perish » (publier ou périr) est le précepte de base dans la communauté scientifique : un chercheur qui ne publie pas n'existe pas. Il en découle que le laboratoire auquel il appartient n'existera pas non plus. Or le financement de la recherche est très lié au processus de publication. Il faut prouver - et quelle meilleure preuve que la publication - que le laboratoire est productif pour obtenir des crédits de recherche.

Le journal scientifique est né de la volonté des chercheurs eux-mêmes qui y voyaient, dès le XVIIe siècle, un moyen de partager entre eux leur connaissance d'un domaine, leurs activités et leurs découvertes. Mais c'est seulement après la seconde guerre mondiale, avec le développement des laboratoires scientifiques

privés, certains faisant partie de grands groupes industriels, que l'économie s'empare de ces publications jusque là plutôt artisanales. Le volume des publications, la diversification et la spécialisation des contenus font que les sociétés scientifiques, à la tête de ces revues, ont de plus en plus de mal à les gérer. C'est ainsi que des éditeurs à vocation commerciale vont peu à peu s'emparer d'une partie de ces revues.

Il est important de noter que « dans le processus de publication scientifique, deux économies s'entrelacent : une économie symbolique, l'échange des idées (avancée de la science), une économie de biens, l'échange de textes (édition).»² Ces deux économies n'ont pas du tout les mêmes objectifs et les mêmes logiques. Contrairement à l'édition ordinaire, les auteurs ne sont pas rémunérés, ils ne touchent pas de droits d'auteur, voire payent pour publier leurs articles, ils en attendent « la maximisation du profit proprement scientifique, c'est-à-dire la reconnaissance susceptible d'être obtenue des pairs-concurrents »³ tandis qu'une partie des éditeurs des revues voit surtout le profit qui peut être retiré d'une telle abondance de production.

1.2. L'augmentation des coûts

Le cœur des difficultés, que rencontrent aujourd'hui les bibliothèques par rapport aux périodiques, réside dans la constante augmentation du coût des abonnements. Ces coûts sont en hausse depuis une vingtaine d'années, l'avènement du document électronique n'ayant fait qu'amplifier ce phénomène. Quelles sont les raisons de cette hausse des prix ?

1.2.1. Des raisons structurelles

- La croissance générale de l'activité de la recherche augmente le nombre de publications. Il y a une forte augmentation des revues, des fascicules et du nombre de pages. Cela induit forcément une hausse des coûts de

¹ Boismenu Gérard, Beaudry Guylaine. *Le nouveau monde du numérique - le cas des revues universitaires*. Paris, La Découverte, 2002. 178 p.

² Chartron, Ghislaine, Salaün, Jean-Michel. « La reconstruction de l'économie politique des publications scientifiques. » *Bulletin des bibliothèques de France*, 2000, t. 45, n°2, p. 32-42

³ Bourdieu, Pierre. « Le champ scientifique. » *Actes de la recherche en sciences sociales*. 1976, n°2-3, p. 88-104

fabrication : plus les chercheurs écrivent, plus il faut de comités de lecture pour gérer l'afflux de propositions, plus les frais de mise en page et d'impression sont élevés.

- La publication électronique engendre des coûts supplémentaires, car ce nouveau support n'a pas encore atteint son plein retour sur investissement. Ces coûts s'ajoutent à ceux de la chaîne papier (principalement impression et distribution), encore conservée par les éditeurs pour ne pas laisser de côté une partie majoritaire de leur clientèle. La mise en page pour une diffusion électronique nécessite un travail supplémentaire dont l'ampleur dépend des enrichissements que veut apporter l'éditeur (liens hypertextuels notamment) mais cela est de moins en moins vrai puisque beaucoup de publications sont maintenant natives sous électronique.

1.2.2. Des raisons conjoncturelles

- La variation des taux de change
- La variation des coûts de transport
- L'augmentation du prix du papier
- L'augmentation des frais de port

1.2.3. L'attitude des sociétés commerciales

Les bénéficiaires des grands éditeurs dans le domaine scientifique, Elsevier par exemple, se révèlent très confortables. Alors que leur productivité augmente grâce à l'informatisation du processus de production et à la délocalisation de la production, les prix, eux ne baissent pas. De plus, la position de ces éditeurs dans un marché où la concurrence est absente n'incite pas à une régulation des prix.

Par ailleurs des phénomènes de concentration ont accompagné l'entrée des éditeurs dans l'électronique, c'est le cas encore tout récemment avec le rachat de Ideal-Academic Press par Elsevier.

1.2.4. Un lectorat restreint et des acheteurs captifs

De nombreux périodiques scientifiques spécifiques n'ont pas plus de 2 500 abonnés dont la plupart sont des institutions. Quand l'une ou plusieurs de ces institutions se désabonnent, la part fixe des frais se reporte sur les autres,

augmentant la part de chacun. En faisant supporter le coût des désabonnements par les abonnés eux-mêmes, les éditeurs limitent les risques financiers. Ils produisent donc des journaux de plus en plus chers pour un nombre limité d'abonnés. Ainsi dans l'économie « le journal scientifique s'apparente à un produit de luxe pour lequel on paie avant tout l'image et la marque d'un statut social,... notions très subjectives qui conviennent mal à un vecteur de communication et à un outil de diffusion.»⁴

Par ailleurs, les bibliothèques qui sont les principaux clients de ces éditeurs scientifiques construisent leur collection et il leur est difficile de modifier leurs abonnements en fonction des fluctuations de prix.

2. Une nouvelle gestion de la documentation pour les bibliothèques

L'augmentation des coûts, cause de remous dans le monde des bibliothèques n'est pas le seul facteur de changement dans la gestion de la documentation. Bien que possédant de nombreux avantages : rapidité de la diffusion et des mises à jour, coûts réduits de production, de diffusion et de stockage, accès indépendant du temps voire du lieu, information riche et dynamique, la documentation électronique pose de nombreux problèmes aux bibliothèques.

2.1. Des problèmes techniques

Ces problèmes sont liés pour une part à la non uniformisation des formats dans le monde de l'informatique. Aujourd'hui il faut être apte à gérer des formats aussi différents que les formats image, ASCII, PDF, HTML⁵ ou Realpage. Les réseaux informatiques des bibliothèques et des universités doivent être dotés de capacité suffisante pour pouvoir y recueillir toutes ces informations.

⁴ Jérôme, Simone. « S/SL/PPV : le prix de l'information du futur ». *Cahiers de la documentation*, 1999, 1, p. 3-25

⁵ ASCII : American Standard Code for Information Interchange. PDF : Portable Document Format. HTML : HyperText Markup Language

Par ailleurs, les ressources à distance sont très instables, les adresses ou URL⁶ des revues changent fréquemment, ce qui implique des mises à jour constantes des liens avec les sites producteurs de l'information.

2.2. Le choix du ou des fournisseurs

- Les éditeurs scientifiques traditionnels ont développé de nombreux services d'accès sur le Web pour la consultation de revues électroniques, par exemple le service « ScienceDirect » chez Elsevier. En plus de l'accès aux sommaires ou au texte intégral des revues, ils offrent des systèmes d'alertes, des liens avec des bases de références bibliographiques ou des formules de « pay per view ». Il est intéressant de passer par les sites éditeurs si le nombre de revues souscrites auprès d'une même maison est important. Sinon l'utilisateur doit se familiariser avec de multiples interfaces et le gestionnaire doit faire face à plusieurs contrats d'abonnement.
- Les intermédiaires spécialisés dans l'électronique, par exemple BioMedNet, Catchword ou HighWire Press, offrent des services agrégateurs pour la consultation des revues en ligne. Ils collaborent souvent avec de petites maisons d'édition et des sociétés savantes et leurs services sont adaptés aux besoins des bibliothèques par des interfaces de consultation avec la possibilité de liens avec les catalogues des bibliothèques et des modules de statistiques d'utilisation.
- Les agences d'abonnement : elles ont l'avantage de donner accès à des revues de nombreux éditeurs à travers une interface unique (ex. EBSCO) et de centraliser les abonnements.
- Les producteurs et diffuseurs de bases de données bibliographiques tels OVID ou la National Library of Medicine dont le serveur passerelle Pubmed pointe directement sur les sites Internet des éditeurs.

⁶ URL : Uniform Resource Locator

2.3. Le choix de la tarification

Ce sont les éditeurs qui imposent leurs règles dans ce domaine et la simplicité et l'uniformisation ne sont pas à l'ordre du jour.

- Le couplage abonnement papier/numérique est proposé à des tarifs différents : sans surcoût par rapport à l'abonnement papier (c'est assez rare), mais le plus souvent avec un surcoût qui peut aller de 10 à 30 % selon les éditeurs, sans raisons vraiment valables à ces variations.
- La version électronique seule commence à être proposée par de nombreux éditeurs. Mais là encore, le tout électronique peut être moins cher que la version imprimée seule, ou identique au prix de la version imprimée. Cependant, à ces coûts, s'ajoute le taux de TVA sur le numérique, qui est de 19,6 % contre 2,5 % pour le papier.
- Le Pay-Per-View est une façon de surtaxer l'information en imposant un paiement à la lecture, au téléchargement ou au volume. Cela peut aller de 10 à 40 € l'article !

2.4. Des conditions d'accès complexes

La consultation des revues électroniques sur Internet est soumise à un contrôle d'accès mis en place par l'éditeur. Ce contrôle se fait par mot de passe ou filtrage sur les adresses IP (Internet Protocol) ou par serveur proxy.

Les mots de passe peuvent être personnels ou institutionnels. Leur gestion est complexe car il faut les communiquer à toutes les personnes autorisées et parfois l'éditeur exige de les changer régulièrement.

Le filtrage par adresse IP est lié aux licences signées avec les éditeurs. Ces licences incluent une définition de site, c'est-à-dire de territoire où les lecteurs seront autorisés à consulter les revues. La notion de site est très diverse selon les éditeurs et peut recouvrir différentes entités comme un campus, une ville, un rayon de tant de kilomètres autour du site principal ou l'ensemble de l'institution. Dix éditeurs différents peuvent avoir dix licences de sites différentes, d'où le casse-tête des négociations de licence pour les bibliothécaires.

Le serveur proxy est un serveur intermédiaire entre le net et l'utilisateur final qui masque l'adresse IP de la machine qui se connecte. La plupart des proxys assurent

une fonction de cache, c'est-à-dire la capacité à garder en mémoire les pages les plus souvent visitées par les utilisateurs du réseau local afin de pouvoir les leur fournir le plus rapidement possible. Le système est indépendant du lieu de connexion. Les éditeurs ne favorisent pas ce système qu'il leur est plus difficile de contrôler.

2.5. Une adaptation au traitement des documents électroniques

Les bibliothèques permettent la consultation des revues en les listant sur leur site Internet, le plus souvent par ordre alphabétique et/ou thématique et en les signalant dans leurs catalogues, ce qui a impliqué de nouvelles règles de catalogage avec parfois des liens directs du catalogue vers la revue. Mais cela exige un suivi intense en raison de la fréquence des changements d'URL.

Le suivi des achats et des abonnements est très complexe, en raison du nombre d'interlocuteurs et des différentes façons de procéder.

2.6. Le problème de l'archivage

Auparavant les bibliothèques étaient les gardiennes du patrimoine écrit. Les collections, une fois achetées, leur appartenaient. Aujourd'hui on achète un accès à des revues pour tant d'années et quand l'abonnement prend fin, la collection disparaît. D'autre part, même lorsqu'on paie pour avoir en ligne les trois dernières années, on perd chaque année l'accès à une année antérieure. (Ex. Pour un paiement 2001, 2002, 2003, en 2004, l'accès à l'année 2001 ne sera plus possible). Au-delà de cette question, de nombreux problèmes techniques restent à résoudre pour permettre une pérennité de l'archivage des données numériques. L'immatérialité du médium électronique en fait une technologie à risques. La durée de vie des supports n'est pas assurée et même si le support reste en parfait état, si la technologie engagée devient obsolète au point que les systèmes de lecture et les logiciels n'existent plus, les données seront perdues. Si l'on veut pouvoir conserver ces données il faudra s'en donner les moyens notamment en les dupliquant sur plusieurs supports (migration des données) et en surveillant leur état fréquemment.

L'archivage devient donc une affaire de spécialiste, très coûteux en matériel, logiciel et maintenance avec des volumes énormes à traiter. Qui devra assurer cet archivage ? La question n'est pas encore résolue même si certains éditeurs ont déjà constitué des archives de leurs collections. Mais archiver n'a jamais été leur rôle et le devenir de ces archives en cas de faillite n'est pas toujours clair.

3. Les réactions de la communauté scientifique et des bibliothèques face aux débordements de l'édition scientifique

3.1. La communauté scientifique

Certains chercheurs, dès le début des années 90, ont eu à cœur de réfléchir à leur propre système de communication. Cela va se traduire principalement par deux phénomènes : l'autoarchivage, les chercheurs déposent leurs articles dans des archives électroniques ouvertes et la création de revues alternatives, revues engagées dans le libre accès aux articles. En 1991, c'est dans le domaine de la physique que naissent les premières archives de pré-publications (articles non encore soumis à un comité de lecture) disponibles gratuitement : c'est arXiv.org, créé à l'initiative de Paul Ginsparg, physicien à Los Alamos. En 1997, Stevan Harnad, professeur en sciences cognitives à l'Université de Southampton crée Cogprints, une archive en psychologie. Ces premières archives de publications ont amené un besoin d'homogénéité au niveau des normes. Elles ont produit l'OAI (Open Archive Initiative) qui a développé en 2001 un protocole de normes afin que les archives deviennent interopérables : toutes les archives sont compatibles entre elles et la recherche peut s'effectuer simultanément sur des archives disséminées dans le monde entier.

De nouveaux modèles de publication apparaissent parallèlement au mouvement OAI. L'Association of Research Libraries crée en 1998 Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition (SPARC). Ce projet regroupe des institutions et des bibliothèques de recherche, proposant des alternatives éditoriales pour contrer les éditeurs commerciaux. Plusieurs titres de revues concurrençant des titres déjà existants ont été créés.

Une autre initiative, le mouvement PLoS (Public Library of Science) lancé en janvier 2001 souhaite rendre les revues accessibles gratuitement six mois après leur parution et se lance également dans la création de nouvelles revues électroniques.

En médecine, on peut citer deux nouveaux modèles de communication scientifique : BioMed Central qui fait supporter les frais de publication par l'auteur ou son institution de rattachement et PubMed Central financé par la National Library of Medicine où ce sont les éditeurs qui choisissent d'y déposer leurs titres avec un délai après parution.

La BOAI (Budapest Open Access Initiative)⁷ a été lancée le 14 février 2002 à la suite d'une rencontre à Budapest en décembre 2001. C'est une déclaration de principe, de stratégie et de soutien financier. L'Institut pour la Société Ouverte (OSI), réseau d'institutions fondé par le philanthrope Georges Soros, s'engage à soutenir financièrement l'accès libre à la littérature des revues à comité de lecture : deux stratégies sont mises en œuvre, l'autoarchivage et le lancement de revues alternatives. De nombreux universitaires, chercheurs, bibliothécaires, sociétés savantes et associations ont déjà signé l'initiative.

3.2. Les bibliothèques

Face à la crise du prix des périodiques et au passage à un système purement contractuel (les licences), hérité de l'industrie des logiciels, les bibliothécaires, conscients des dangers réels que présente une transmission des savoirs soumise aux pouvoirs économiques, ont choisi de se regrouper en consortia. Les bibliothécaires américains tout d'abord, puis européens ont réagi par la création de consortia d'achats. Aux Etats-Unis on compte une cinquantaine de consortia, certains organisés sur un modèle fédéral comme l'Ohiolink. Des « megaconsortia » sont apparus comme celui réunissant l'Ohio College Library Center, le Research Library Center et le Washington Library Network. Il existe aussi des consortia internationaux parmi lesquels l'International Coalition of Library Consortia formé

⁷ <http://www.soros.org/openaccess/fr/index.shtml>

en 1997. Il réunit 150 bibliothèques du monde entier. Il a pour but d'informer les autres consortia sur les pratiques contractuelles et la négociation des licences.

En France le plus connu des consortia est le consortium Couperin (Consortium Universitaire des Périodiques Numériques)⁸. Il a été créé en 1999 à Strasbourg par quatre universités scientifiques sous l'impulsion d'Iris Reibel, directrice du SCD de Strasbourg I. Couperin compte à ce jour 143 membres dont 83 universités. D'autres consortia existent en France, par exemple des consortia thématiques comme le Réseau National des Bibliothèques de Mathématiques (RNBM) ou régionaux comme BRAIN, consortium des Bibliothèques de Rhône-Alpes pour l'Information Numérique.

Les fonctions des consortia sont la négociation collective de contrats d'accès aux ressources électroniques, l'acquisition de revues et bases de données facilitée par un pouvoir d'achat regroupé et la mise en œuvre des accès pour les membres du consortium. Ces fonctions peuvent permettre la mise en œuvre de politiques documentaires communes de développement des collections, le partage raisonné des collections, la mise en place de plans de conservation partagée, la mise à disposition de services unifiés pour les utilisateurs.

Pour les éditeurs le consortium se traduit par la réduction des coûts de gestion et de marketing, la vente groupée de titres, la continuité du service aux utilisateurs du fait de l'existence d'un interlocuteur unique.

Cependant l'organisation en consortium comporte des limites d'ordre financier. Les bibliothèques s'engagent à maintenir leur volume financier pendant 3 ans chez certains éditeurs, les éditeurs peuvent rompre le contrat et obliger les bibliothèques à renégocier. L'avantage financier est relatif car, même s'il limite l'inflation des prix, les éditeurs continuent d'augmenter leurs tarifs entre 8 et 10 % par an environ.

Par ailleurs, la diversité thématique des périodiques intéressants les bibliothèques ne facilite pas le travail en partenariat. La cohérence de la politique documentaire est remise en cause par l'achat global de catalogues dont tous les titres n'ont pas forcément leur place au sein de la collection.

Conclusion

En France, le manque de structures légales et juridiques adéquates a freiné la mise en œuvre de partenariat entre les bibliothèques, mais le retard se comble peu à peu et d'autres consortia de tailles diverses voient le jour. Cependant la création de consortia n'est qu'une réponse partielle à l'évolution du secteur éditorial scientifique. L'avenir de ces groupements est lié à celui de la recherche. SPARC et l'OAI sont des projets phares dans lesquels s'investissent bibliothécaires et chercheurs, mais peu en France malheureusement. Un système mondial d'archives ouvertes, donnant accès aux publications commerciales classiques, mais également à des revues alternatives et à de la littérature grise, apparaît comme un enjeu fondamental pour un meilleur accès du plus grand nombre à l'information.

⁸ <http://www.couperin.org>

Partie 3 Analyse de l'existant à la BIUSJ : l'offre et la demande

Après ce panorama des changements engendrés par l'arrivée de l'électronique et la hausse des coûts des abonnements, voyons ce qu'il en est à la Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu et plus particulièrement à la Bibliothèque de physique-chimie recherche.

1. Le contexte et les choix de la Bibliothèque interuniversitaire scientifique Jussieu

1.1. Une bibliothèque interuniversitaire, de multiples sites, des laboratoires.

A la BIUSJ, chaque chef de section est responsable des acquisitions dans son domaine et fait donc ses choix d'acquisition pour les périodiques que ce soit sous forme papier ou sous forme électronique. Cependant l'acquisition de la documentation électronique, pour des raisons de coûts se fait souvent à travers des consortia ou par « bouquets » de revues. Cela requiert une politique d'acquisition concertée entre les différents acteurs : bibliothèques de toutes les sections et laboratoires. A Jussieu, ce n'est pas une politique facile à mener du fait des nombreuses sections de la bibliothèque (même si ce sont surtout les bibliothèques de recherche qui sont concernées), de la desserte de deux universités différentes comportant de nombreux sites et d'un nombre important de laboratoires, qui possèdent aussi des abonnements. La structure du réseau entraîne un nombre d'adresses IP important, qu'il faut paramétrer et qui change sans cesse. Pour les accès en ligne, la BIUSJ dessert les laboratoires dont la tutelle principale est Paris 6 ou Paris 7 et paie un surcoût pour l'accès électronique correspondant aux abonnements papier de ces laboratoires (doublons des abonnements des bibliothèques). Une enquête a d'ailleurs été lancée en 2001 auprès des laboratoires de l'Université Pierre et Marie Curie afin de connaître ces abonnements et leur financement.

Les licences de sites sont complexes à négocier du fait de la dispersion de la population à desservir. Les éditeurs raisonnent par institution et ils ne prennent souvent en compte qu'une seule université sur les deux. Leur choix se porte sur la tutelle administrative de l'établissement, c'est-à-dire Paris 6. L'UPMC, l'Université Paris 7 et l'Institut de physique du globe sont amenés à passer des contrats séparés. Parfois, il peut même y avoir conflit avec les laboratoires desservis par le CNRS. Certains éditeurs ne comprennent pas la situation de la recherche en France : pour eux, une adresse IP ne peut être déclarée que par une seule institution. Les licences négociées avec les éditeurs ne nous permettent pas de desservir toute la population qui devrait l'être, car les licences multi-sites sont trop onéreuses. C'est le cas par exemple des observatoires de Banyuls, Villefranche ou Roscoff, qui sont des sites éloignés, et de certaines unités situées dans Paris mais hors campus. Au minimum on peut être autorisé à ne desservir que la bibliothèque ou le laboratoire qui possède les exemplaires papiers, ce qui limite sérieusement l'avantage d'acquérir un abonnement électronique.

1.2. Des choix communs pour la documentation électronique

L'UPMC, l'Université Paris 7 et l'Institut de physique du globe ont fait le choix de passer par le consortium Couperin pour l'achat de certains titres notamment pour des raisons financières. Pour l'UPMC, les contrats conclus sont décidés au niveau de l'institution à partir d'une liste d'éditeurs prioritaires, toutes disciplines confondues. Les critères de priorité peuvent être l'importance des titres, l'équilibre entre les disciplines, le coût et l'avancée des négociations menées par le consortium.

Les négociations de licences sont centralisées, elles sont contrôlées par le service juridique et c'est le président de l'université qui les signe. La BIUSJ a actuellement conclu des contrats pour des bases de données (Biological abstracts, Chemical abstracts, Inspec, Mathscinet et Maths Database), la base de périodiques ScienceDirect d'Elsevier (1200 titres), les titres de l'Institute of Physics (31 titres), les titres de l'American Chemical Society (23 titres).

D'autres titres électroniques sont accessibles sans surcoût par rapport à l'abonnement papier : c'est le cas par exemple des revues de Springer (92 titres) et

de la Royal Society of Chemistry. Mais parmi ceux-ci on trouve aussi des cas où le tarif est défini en fonction de la taille de l'établissement ou du nombre de thésards, c'est le cas de l'American Physical Society par exemple.

Au total, la BIUSJ dispose de 1872 titres de périodiques électroniques (dont 1450 payants). Une liste des titres est mise à la disposition des lecteurs sur le site Internet de la bibliothèque. Par contre ils ne sont pas référencés dans le catalogue et il n'existe donc pas de lien vers ces listes de titres.

1.3. Coût et financement de la documentation électronique

En 2002, le budget de la documentation électronique de la BIUSJ était d'environ *CONFIDENTIEL* répartis à peu près à égalité entre les périodiques et les bases de données. Sur cette somme, l'université Paris 6 payait sur le BQR, Bonus Qualité Recherche (fonds de l'université pour encourager la recherche) environ *CONFIDENTIEL* qui couvraient le surcoût des abonnements Elsevier. Le Service commun de la documentation médicale contribuait au prorata des abonnements de médecine et une subvention de la Sous Direction des Bibliothèques était intégrée au contrat quadriennal de l'université.

A ces coûts s'ajoute une obligation de non désabonnement du papier pour la plupart des contrats. Par ailleurs, l'augmentation du coût de la documentation électronique se situe entre 7 et 10 % par an, ce qui n'est pas le cas des budgets des bibliothèques.

Les sommes attribuées par l'UPMC à travers le BQR ne sont que temporaires et la subvention allouée par la Sous Direction des Bibliothèques n'existe plus. Des solutions pérennes doivent être trouvées pour le financement. Ainsi, le principe d'une contribution des laboratoires au financement de la documentation électronique pour 2004, avec extension de l'offre actuelle, a été adopté par le Conseil Scientifique de l'UPMC en janvier 2003. Cependant les modalités d'application de cette décision restent encore à définir.

2. Les abonnements à la Bibliothèque de physique-chimie recherche

La bibliothèque de physique-chimie recherche dispose d'un budget d'environ *CONFIDENTIEL* pour la chimie et d'une somme similaire pour la physique. La majorité du budget est consacrée à l'achat de périodiques, avec des crédits pour la reliure en 2003 provenant de la bibliothèque de chimie-enseignement pour la chimie-recherche. Depuis 2000 il n'y a pratiquement plus d'achats d'ouvrages (voir en annexe 1 le tableau sur l'évolution des achats d'ouvrage). Des accords sont parfois passés avec les sections d'enseignement pour qu'elles achètent, si leur budget le leur permet, certains ouvrages plus pointus destinés aux chercheurs.

En chimie, la bibliothèque possède 100 titres de périodiques vivants et en physique 155 titres. Mon étude portant sur la chimie, je vais détailler plus particulièrement l'offre de la bibliothèque dans ce domaine.

En chimie depuis 1998, 86 titres ont été supprimés. Le budget étant resté sensiblement le même, cela montre bien l'augmentation exponentielle des coûts des revues. (Voir tableau de l'évolution des abonnements en annexe 2). Parmi les 100 titres possédés, 43 sont aussi offerts en ligne aux lecteurs. Ce sont les titres de trois éditeurs : Elsevier dont le surcoût aux abonnements en ligne est payé par l'université, l'American Chemical Society dont nous possédons un package de 17 titres couplés papier + électronique avec un surcoût pour l'électronique et 6 revues de la Royal Society of Chemistry pour lesquelles nous ne payons pas de surcoût par rapport à l'abonnement papier. (Voir en annexe 3 le tableau des abonnements papier de la bibliothèque de chimie recherche).

Pour plus de clarté concernant l'offre des éditeurs, leur politique de prix concernant le tout électronique et l'offre actuelle de la bibliothèque de chimie recherche, j'ai rassemblé toutes ces données dans le tableau ci-dessous. Ce tableau concerne les 18 éditeurs présents dans l'offre de titres de la bibliothèque.

Tableau 1 : Offre des éditeurs en matière de coût et choix actuels de la Bibliothèque de physique-chimie recherche. INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Un fait important à noter concernant le tout électronique est le taux de TVA, qui, en France, est de 19,6 % sur l'électronique contre 2,5 % sur le papier.

3. Le public de la bibliothèque de physique-chimie recherche

Le public de droit est principalement un public d'étudiants de 3^e cycle, d'enseignants-chercheurs et de chercheurs en provenance des universités Paris 6 et Paris 7. (Voir les tableaux du public potentiel en annexe 4). C'est aussi la seule bibliothèque dans ce domaine ouverte aux écoles d'ingénieurs, aux chercheurs de l'ENS, du Collège de France, du CNAM et aux laboratoires privés.

J'ai cherché à mieux cerner le public des chimistes et je me suis intéressée à une étude réalisée en 1999, dans le cadre de la phase pilote de la PNER⁹ sur les usages et les besoins des documents numériques dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une partie de cette étude concernait l'usage des revues électroniques à

⁹ FONDATION MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME. *Les usages et les besoins des documents numériques dans l'enseignement supérieur et la recherche*. Programmation Numérisation pour l'Enseignement supérieur et la Recherche. Etude dir. Par SALAUN, Jean-Michel et VAN CUYCK Alain, 1999

l'Université Jussieu. A cette occasion des membres de laboratoires avaient été interrogés sur leurs pratiques au travers d'entretiens semi-directifs. A l'époque l'étude montrait que les chercheurs connaissaient mieux l'offre de la bibliothèque que les doctorants, mais ces derniers étaient plus demandeurs d'électronique que les chercheurs. L'étude comparait les comportements des chercheurs face à l'électronique dans différentes disciplines et il s'avérait que les chimistes semblaient déjà acquis au fait de devoir utiliser l'électronique, bien que restant encore assez proches du papier. Les deux supports leur semblaient complémentaires. Ils appréciaient de pouvoir travailler dans le calme à la bibliothèque plutôt que dans leurs bureaux sur-occupés et relativement bruyants. Sur l'évaluation des pratiques, l'étude concluait que « des influences multiples interviennent : la discipline mais aussi l'environnement local, le contexte de travail et des facteurs plus subjectifs tels que les habitudes personnelles et héritées, la motivation ou les réticences plus ou moins fortes de chacun. »

Quatre ans plus tard, j'ai voulu savoir où en étaient les pratiques des chercheurs en chimie. J'ai donc adressé par messagerie un questionnaire aux vingt laboratoires de chimie concernés par l'offre de la Bibliothèque de chimie recherche (seize laboratoires à Paris 6 et quatre laboratoires à Paris 7). Ce questionnaire comportait deux volets : l'un sur les pratiques des chercheurs vis-à-vis de la documentation électronique, l'autre sur leur usage des titres papier offerts par la bibliothèque. (Voir le questionnaire en annexe 5). Douze réponses me sont parvenues sur vingt questionnaires envoyés : dix pour Paris 6 et deux pour Paris 7, cependant cela ne concerne que sept laboratoires distincts de Paris 6 puisque plusieurs équipes d'un même laboratoire ont répondu séparément. Certains questionnaires ont été remplis par une seule personne (directeur du laboratoire ou directeur d'équipe), d'autres ont consulté leur(s) équipe(s) avant de faire une réponse commune, certains ont répondu à plusieurs voix. Il est donc difficile de se faire une idée précise du profil de l'enquêté. Par ailleurs la forme de l'enquête en fait une étude quantitative même si certaines personnes ont fait quelques remarques libres.

Depuis quatre ans et malgré l'extension de l'offre en périodiques électroniques, les pratiques des chercheurs ne semblent pas avoir beaucoup évolué : les supports papier et électronique apparaissent toujours complémentaires (8 réponses sur 12)

même si certains paradoxalement se disent prêts à abandonner le papier (7 sur 12). Une enquête plus approfondie montrerait sans doute que l'abandon du papier est subordonné à l'achat d'archives puisque le rétrospectif en ligne est souhaité par presque tous. Par ailleurs, la bibliothèque reste encore très fréquentée pour le papier (12 réponses sur 12) et en particulier pour du rétrospectif. Cela se vérifie tous les jours en salle de lecture. Par contre de nombreux laboratoires ayant accès aux périodiques électroniques, les chercheurs ne viennent pas à la bibliothèque pour cela.

Le questionnaire m'a permis par ailleurs de connaître les titres les plus fréquemment consultés en ligne, ce qui vient compléter utilement les statistiques de consultation fournies seulement par deux éditeurs. Il m'a permis de savoir quels abonnements possèdent les laboratoires, car en général ils m'ont indiqué aussi leurs abonnements à titre personnel. L'enquête m'a renseignée aussi sur les bases de données consultées depuis les laboratoires. Cela a parfois suscité de leur part des questions sur le mode et le droit d'accès.

La deuxième partie du questionnaire concernait les périodiques papier de la bibliothèque de chimie et m'a permis de mieux connaître l'usage de ces titres.

Toutes ces données sur la connaissance du public et de ses pratiques m'ont aidé à élaborer les scénarios, développés dans ma cinquième et dernière partie. Mais auparavant je voudrais présenter dans une quatrième partie l'expérience d'autres établissements, où j'ai pu me rendre, ou auxquels j'ai pu envoyer des questionnaires concernant leur choix en matière de périodiques.

Partie 4 Références extérieures

1. Introduction

En allant voir ou en contactant d'autres bibliothèques ou centres de documentation, je souhaitais savoir si certains d'entre eux avaient trouvé des solutions de financement différentes, si certaines universités étaient déjà engagées dans des démarches d'achats de revues alternatives ou si une réflexion se faisait à propos de l'archivage des périodiques numériques, en particulier dans les CADIST (Centres d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique). Ces rencontres ou contacts téléphoniques ou par messagerie interposée m'ont permis de me rendre compte du retard pris par la France dans le domaine des périodiques électroniques par rapport aux pays anglo-saxons par exemple. La différence de moyens financiers explique pour beaucoup ce phénomène. Les budgets sont dix fois supérieurs aux Etats-Unis. Mais si les problèmes de coût se posent à tout le monde, les solutions alternatives sont encore très embryonnaires en France. Quant au choix entre papier et électronique, tant que la question de l'archivage ne sera pas réglée et que les taux de TVA resteront aussi élevés, les bibliothécaires et leurs lecteurs auront du mal à franchir le pas du tout électronique.

J'ai choisi d'aller à l'Université de Dauphine même si elle est spécialisée en sciences sociales car les choix de la BU exposés par Mme Sabatier au cours de l'année m'avaient intéressé. Je me suis rendue au CEA (Commissariat à l'énergie atomique) car après avoir observé la carte documentaire de nos collections en Région Parisienne, il s'est avéré que leurs collections étaient très proches des nôtres. Enfin, j'ai contacté le CADIST de chimie de Lyon, bibliothèque spécialisée dans le même domaine.

2. La BU de l'Université Paris-Dauphine

A Dauphine, l'enseignement et la recherche sont centrés sur l'économie et la gestion dans un environnement pluridisciplinaire. La bibliothèque est CADIST et Pôle associé de la BNF pour l'économie et la gestion.

Pour les revues électroniques Dauphine a fait le choix de s'abonner à trois grandes bases en ligne : Proquest, base bibliographique qui analyse 1500 titres de revues de gestion et d'économie dont 800 en texte intégral, l'offre « ScienceDirect » d'Elsevier (1200 titres), 800 titres chez Kluwer, et 600 autres titres chez divers éditeurs. A Dauphine, l'offre électronique a été évaluée en croisant plusieurs critères : les différents types de coût, le nombre de titres nouveaux intéressants et la complémentarité des bases. Des calculs ont été effectués pour obtenir le surcoût réel des titres intéressants la bibliothèque en particulier sur l'offre d'Elsevier et de Kluwer, qui comprennent des titres sans rapport avec les disciplines couvertes par l'Université. En effet, seuls 255 titres d'Elsevier et 192 de Kluwer concernent les sciences humaines. Sur ces titres électroniques, 90 titres sont des doublons du papier pour Elsevier et 26 titres pour Kluwer. Il s'avère que le surcoût par titre intéressant est de 23 € pour Elsevier et de 7,80 € pour Kluwer. Finalement, cette étude a permis de voir que les titres intéressants n'entraînaient pas un surcoût trop important par rapport à l'offre de Proquest, dont la totalité des titres couvrent les disciplines de Dauphine et dont le prix de revient par titre est de 21 €.

En ce moment une étude est en cours pour évaluer et comparer le contenu de trois bases : celle d'EBSCO, d'ABI et de Proquest. Une Commission scientifique de la documentation entre bibliothèques et centres de recherche a été mise en place dans ce but, ainsi que pour étudier les coûts. Un travail est également fait en direction des autres universités pour une veille partagée sur les bases de données. Si plusieurs universités sont intéressées par les mêmes bases, cela permettra de faire baisser les coûts.

Pour l'instant le financement est différencié en fonction des niveaux. Pour les 1^{er}, 2^{ème} cycles en droit, économie, gestion et sciences humaines, si des bases les intéressent, ils les paient sur le budget des sections. Pour le 3^{ème} cycle, bibliothèque CADIST, le budget est alimenté par les subventions CADIST, le budget d'acquisition du 3^{ème} cycle, des subventions de la BNF en tant que pôle

associé et une partie des droits spéciaux de certains étudiants pour l'informatique. Une évolution du financement de la documentation électronique sera peut être de demander une cotisation de la part des chercheurs.

Comme partout des titres ont dû être supprimés ces dernières années. Cela s'est fait après étude de consultation de ces titres. Des titres ont été supprimés dans les secteurs non CADIST et dans le secteur des revues professionnelles très chères en économie-gestion.

3. La bibliothèque du CEA à Saclay

Les disciplines couvertes par le CEA sont pratiquement semblables à celles de Jussieu : physique, chimie, mathématiques, nucléaire, matériaux, sols, climat et environnement. La Section d'information documentaire du CEA dépend du Service des technologies de l'information et est rattachée au Pôle d'énergie nucléaire qui comprend trois sites. La bibliothèque centrale de Saclay est ouverte aux chercheurs de Saclay et aux visiteurs externes. Les directions scientifiques possèdent leurs propres bibliothèques pour leurs chercheurs.

La Section d'information documentaire assure la gestion des achats pour la bibliothèque centrale et toutes les unités, mais il n'y a pas de centralisation du budget.

La bibliothèque compte 1200 titres de périodiques vivants mais il y a environ 4000 achats pour le site de Saclay car il existe de nombreux doublons dans les unités.

Les abonnements électroniques sont payés soit pour tout le CEA - c'est le cas des revues de l'American Chemical Society (ACS), de l'Institute of Physics (IOP), de Science, des Techniques de l'ingénieur, de Nature, des Sciences du vivant et d'Elsevier Web Edition - soit elles sont payées par les ressources propres des unités et correspondent aux abonnements papier de ces unités, ce qui représente une centaine de titres. Certaines bases de périodiques en ligne ont été achetées par exemple par le pôle de Grenoble ou le pôle Sciences du vivant et ne sont donc accessibles que sur ces sites.

Le CEA est vu par les éditeurs comme une entreprise privée et non comme une institution académique, donc les prix sont plus élevés et il ne participe à aucun consortium pour les mêmes raisons.

Des baisses de budget ont amené les documentalistes du CEA à se désabonner de certains titres. Les critères de désabonnement ont été : les doublons, les titres jamais lus, l'offre en électronique, le désabonnement des périodiques très spécialisés à la Bibliothèque centrale. Ces titres restent cependant dans les bibliothèques spécialisées des domaines considérés.

Si l'avenir est à l'électronique, la bibliothèque de Saclay étant pôle associé de la BNF et bibliothèque recours pour l'INIST dans le domaine du nucléaire, elle gardera sans doute un cœur de collection papier.

4. Le CADIST de chimie à L'Université Lyon 1

La bibliothèque de Lyon 1 est abonnée à 338 titres papier en chimie. 9 bases de revues en ligne y sont accessibles via le consortium Couperin : ACS, Elsevier, Kluwer, Royal Society of Chemistry, Wiley, Blackwell, Springer, IOP, CNRC. La plupart des abonnements sont couplés mais les bibliothécaires essaient maintenant de privilégier l'électronique seule pour les disciplines hors CADIST. Pour la chimie, le papier est conservé et éventuellement couplé à un abonnement électronique. En tant que CADIST, il leur est particulièrement intéressant d'acheter des archives électroniques. C'est pourquoi ils ont acheté les archives électroniques de chimie d'Elsevier, et se sont abonnés aux archives de l'American Chemical Society. Des négociations sont en cours pour acheter les archives de Wiley et les archives de pharmacie d'Elsevier.

Les laboratoires de l'université participent au choix de la documentation électronique à travers un Comité de pilotage sur la documentation électronique et depuis cette année une participation financière leur a été demandée.

Des désabonnements massifs ont eu lieu en 1996 et depuis des titres sont supprimés chaque année. En 1996, une enquête avait été menée auprès du public pour connaître l'usage des revues et pouvoir ensuite supprimer celles qui n'étaient

pas lues. Les désabonnements se font aussi sur la base du nombre de demande de PEB, la localisation dans une autre BU ou à l'INIST, le facteur d'impact.

Tout comme à l'Université de Dauphine, les bibliothécaires du CADIST pensent que l'archivage des revues devrait se faire sur un serveur national ou régional (peut être au niveau du consortium Couperin). Pour l'instant les archives d'Elsevier achetées par Lyon 1 sont sur ScienceDirect, avec possibilité de les récupérer à la demande sur bande magnétique avec logiciel actualisé fourni gratuitement par l'éditeur.

Bilan des visites

Ces visites ont été intéressantes car j'ai pu constater que les mêmes problèmes et les mêmes solutions se dessinaient partout, même dans le privé avec des moyens financiers plus importants qu'à l'Université. Partout des désabonnements ont eu lieu avec sensiblement les mêmes critères. Le financement des laboratoires est requis dans les universités. La politique de conservation des CADIST les oblige à garder une collection papier avant qu'une solution pérenne soit trouvée pour l'archivage électronique.

Il est clair que la politique documentaire de la documentation électronique est un enjeu crucial, que la concertation pour l'évaluation et le choix des produits est essentielle, que des financements mutualisés sont à rechercher mais il faut aussi prendre garde à maintenir l'équilibre des budgets documentaires entre la documentation électronique et l'achat d'ouvrages et ne pas supprimer des titres papier au profit de titres électroniques plus nombreux via des bouquets qui ne sont pas forcément pertinents.

J'ai constaté aussi que les solutions alternatives type SPARC sont connues mais peu mises en pratique dans l'université française. J'ai contacté le directeur de la bibliothèque de l'Université de Toulouse 3, M. Chourreau, seule université française membre de SPARC, pour savoir quelle était leur action au sein de ce mouvement mais pour le moment, ils sont simplement « membre de soutien ». Il espère cependant pouvoir amener les chercheurs de l'université à s'impliquer dans la publication de revues alternatives bien qu'en France, il semble que la prise de conscience concernant la publication de la recherche se fasse plus au niveau des

bibliothèques, qui voient leurs acquisitions se réduire, plutôt qu'au niveau des chercheurs qui voient arriver sur leur poste dans leurs laboratoires des bouquets de revues sans se soucier de leur financement sauf le jour où le robinet se tarit faute d'argent.

Ces visites ne m'ont pas apporté de réponses pouvant me guider dans l'élaboration de scénarios pour une meilleure politique d'acquisition, puisque chacun est encore à la recherche d'une vraie solution. Le choix de Dauphine lié au calcul du surcoût des titres intéressants vraiment l'université est applicable, mais pas au niveau d'une seule bibliothèque à Jussieu puisque Elsevier dessert de nombreuses disciplines. De plus, à Jussieu, l'offre d'Elsevier, majoritairement scientifique, est plus pertinente que dans une université d'économie-gestion. Même si toutes ces bibliothèques ont dû se désabonner, les fonds alloués aux CADIST et au CEA leur permettent une marge de manœuvre un peu moins étroite que la nôtre et leur fonction de bibliothèque patrimoniale les oblige à conserver un maximum de titres. Mais si la bibliothèque de physique-chimie recherche n'est pas à proprement parler une bibliothèque patrimoniale, ses collections au rétrospectif ancien, puisque héritées pour une part de la Sorbonne, méritent une attention particulière. Il serait préjudiciable pour les chercheurs d'abandonner certains titres pour cause de carence financière. Voyons donc dans une cinquième partie quels sont les scénarios possibles pour garder une collection cohérente et en adéquation avec les besoins des chercheurs.

Partie 5 Des scénarios pour la Bibliothèque de physique-chimie recherche

Difficultés rencontrées

La complexité de la gestion des collections de périodiques et leur aspect électronique, la connaissance du fonctionnement d'une bibliothèque inter-universitaire ont été longs à appréhender. Les personnes sollicitées à l'occasion d'entretiens n'étaient pas toujours très disponibles au vu de leur emploi du temps chargé et ne comprenaient pas toujours la visée du travail demandé. C'est pourquoi finalement certains entretiens n'ont pas donné les résultats souhaités. La difficulté de faire une enquête auprès des chercheurs en un temps aussi réduit a elle aussi été préjudiciable au résultat. L'enquête n'a pu être lancée que début juillet et tombait dans un climat malmené par les grèves du mois de mai, qui ont, à Jussieu, privé les chercheurs de bibliothèque pendant plus d'un mois. La relance de l'enquête début septembre a apporté peu de réponses supplémentaires.

1. Contraintes, impératifs et souhaits

Afin de développer des propositions, l'étude de différents indicateurs a été nécessaire : étude des statistiques de consultation en ligne fournies par les éditeurs, enquête menée auprès du public, étude des coûts éditeurs et consortium. Cependant ces indicateurs représentent un certain nombre de contraintes qui ont pu influencer les résultats.

1.1. Les statistiques fournies par les éditeurs

Sur les produits en ligne, certains éditeurs proposent des statistiques de consultation aux bibliothèques. Ces statistiques peuvent offrir le nombre d'articles téléchargés, le nombre de premières pages ou de résumés visualisés, le nombre de

pages HTML ou PDF visualisées, des statistiques par titre et des statistiques par numéro IP (qui sont intéressantes mais très longues à exploiter). Elles sont souvent différentes selon les éditeurs. Par ailleurs, tous les éditeurs n'offrent pas ce service et il faut se contenter des chiffres fournis. Sur les trois éditeurs concernés par les revues électroniques possédées en chimie, seuls deux nous font parvenir des statistiques. Au moment où j'ai commencé ce travail seules les statistiques 2002 étaient disponibles pour Elsevier. Pour l'American Chemical Society, le mode de calcul ayant changé entre 2001 et 2002, je n'ai pu exploiter que les statistiques 2002. Afin de mesurer l'usage des revues électroniques, la bibliothèque devrait se doter par la suite d'un module de statistiques au sein du futur SID de l'université par exemple ou acquérir un produit tel que A-to-Z de l'agence d'abonnement EBSCO, qui permettrait à la fois d'obtenir des statistiques de consultation mais aussi d'avoir une interface beaucoup plus conviviale et simple de présentation des périodiques sur le site Internet de la bibliothèque.

1.2. Le calcul des coûts.

Afin de rassembler tous les prix des revues nécessaires à mon étude : prix papier, prix papier + électronique, électronique seul, j'ai compulsé tous les catalogues éditeurs, sur papier ou Internet mais il était parfois difficile d'obtenir des coûts pour l'électronique car ils dépendent de nombreux facteurs comme je l'ai dit plus avant : taille de l'institution, nombre d'utilisateurs, nombre de sites desservis... En général, j'ai appliqué les pourcentages trouvés sur les sites sans garantie que les prix seraient exactement les mêmes sur un devis. Les prix s'entendent d'ailleurs à un instant T, ce sont les prix 2003 pour la plupart.

1.3. L'enquête auprès des chercheurs

L'enquête que j'ai menée auprès des chercheurs reste assez incomplète puisque sur 20 questionnaires envoyés je n'ai obtenu que 12 réponses dont trois émanant du même laboratoire. Bien qu'ayant indiqué sur le questionnaire que plusieurs personnes pouvaient répondre et pas seulement le directeur du laboratoire à qui était adressé le courrier, très peu de laboratoires l'ont fait. Parmi les cinq départements de l'UFR de chimie de Paris 6, au moins un laboratoire par département a répondu, cependant certaines sous-disciplines de la chimie ne sont

pas représentées dans les réponses, en particulier l'électrochimie et la chimie des matériaux. Cela nuit à l'interprétation des résultats obtenus. La moitié des laboratoires de Paris 7 n'a pas répondu non plus. La forme de l'enquête n'est certainement pas la meilleure pour obtenir un maximum de réponses mais c'était la plus pratique pour moi qui n'étais que très peu sur place pour pouvoir interroger directement les chercheurs. Afin de mieux connaître leurs besoins et les impliquer davantage dans le processus de réflexion il faudrait pouvoir les réunir, comme cela a été fait par le CADIST des sciences de la terre de Jussieu pour sauvegarder la documentation nécessaire à leur travail et réfléchir ensemble sur les accès électroniques qui les intéressent, les titres qu'ils seraient prêts à abandonner ou les financements à trouver.

2. La démarche

Après étude de l'environnement et de l'existant, une démarche de travail s'est imposée en deux temps : collecte de données et organisation de ces données afin de voir quels scénarios pouvaient se dégager.

2.1. La collecte des données

Ma première démarche a été de rechercher les coûts de chaque revue à partir de la liste des titres auxquels nous sommes déjà abonnés sous forme papier, puis de dresser un tableau des pourcentages appliqués par les éditeurs par rapport au coût du papier pour des abonnements couplés ou tout électronique, de voir quel était le prix des « bouquets » de revues (tableau de la p. 27). J'ai ensuite compilé les statistiques d'usage fournies par les éditeurs concernant les titres d'Elsevier et de l'ACS que nous possédons sous forme électronique.

L'enquête réalisée auprès des chercheurs m'a permis de constater quels titres étaient les plus consultés sous leur forme papier puisqu'ils avaient à cocher la liste des abonnements en cours à la bibliothèque pour indiquer ceux qu'ils consultaient souvent, occasionnellement ou jamais. Elle m'a permis aussi de voir quels étaient les titres les plus consultés sous forme électronique, que nous les possédions ou pas sous forme papier. Je leur avais également demandé de m'indiquer les

abonnements de leur laboratoire, ce qui m'a permis de compléter l'enquête effectuée en 2001, puisqu'ils m'ont aussi indiqué ceux qu'ils possédaient à titre personnel. Enfin, l'enquête m'a permis de voir s'ils étaient prêts ou non à abandonner le papier pour l'électronique.

J'ai également recueilli les données concernant le prêt entre bibliothèques.

Des recherches sur les titres auxquels nous sommes abonnés dans notre catalogue et dans le SUDoc m'ont permis par ailleurs de voir quelles étaient nos têtes de collection, la complétude de nos collections, quelles étaient les bibliothèques possédant les mêmes titres en Ile-de-France.

Enfin, des recherches dans le Journal of Citation Reports 2002 m'ont permis de récupérer le facteur d'impact des revues et de calculer le nombre de citations obtenues par chacune sur les deux dernières années.

Ces données sont récapitulées dans le tableau de l'annexe 6.

2.2. L'établissement de listes

Ces différentes données m'ont permis d'élaborer des listes de titres afin de déterminer les scénarios : une liste des titres papier les plus demandés par les chercheurs, une liste des titres les plus demandés sous forme électronique par les chercheurs d'après l'enquête, une liste des titres les plus consultés en ligne d'après les statistiques des éditeurs.

3. D'un noyau dur au scénario « idéal »

La difficulté pour moi a été de faire la part entre un choix de support et un choix par rapport à la demande du public. Au départ j'avais envisagé de proposer un scénario de tout électronique, idée qui n'est peut-être pas à écarter complètement pour l'avenir mais qui reste aujourd'hui la plus coûteuse à l'achat en raison de la TVA à 19,6 % sur les produits électroniques, la moins sûre concernant la pérennité de la collection et parce qu'aujourd'hui encore les chercheurs ne sont pas prêts à abandonner complètement le papier. J'ai préféré adopter des scénarios mixtes adaptés au mieux au public et privilégiant un maximum de supports. Il est difficile aujourd'hui de n'offrir que le papier qui reste cependant le moins cher à l'achat.

3.1. Un noyau de collection

Les titres figurant dans ce noyau de collection sont les titres choisis par les chercheurs lors de l'enquête comme étant ceux qu'ils consultent le plus sous forme papier. Ces choix étaient corroborés pour certains titres par les statistiques d'usage des revues électroniques. Ce noyau dur représente un total de 40 titres sur les 101 titres possédés aujourd'hui par la bibliothèque. Ces revues seraient conservées sous forme papier évidemment mais le mieux est de les offrir sous forme papier + électronique car parmi ces 40 titres 25 existent déjà sous forme électronique dans l'offre actuelle de la bibliothèque. Dans l'offre actuelle deux « packages » sont compris : celui de l'American Chemical Society et celui de la Royal Society of Chemistry. Cependant ce noyau dur de revues s'il comprend encore 13 revues de l'ACS sur 17, ne comprend plus que 5 revues de la RSC dont deux ne figurent pas dans le « package ». Il n'est donc plus intéressant de garder le « package » RSC mais toujours intéressant de garder celui de l'ACS qui nous fait gagner quatre titres supplémentaires tout en économisant de l'argent. Ces revues de l'ACS comptent vraiment beaucoup pour les chercheurs en chimie puisqu'elles sont citées à 95 % lors de l'enquête.

Editeurs	Nbre de revues papier	Citations	5 citations et plus	Citations en %	% revues citées 5 fois et plus
ACS	20	19	11	95	57,9
Wiley	17	17	6	100	35,3
RSC	8	6	5	62,5	83,3
Elsevier / Academic press	36	28	6	77,7	21,4

Tableau 2 : utilisation des revues papier (données issues de l'enquête auprès des chercheurs)

Le choix serait donc de prendre ces quarante revues sous forme papier + électronique en gardant un bouquet de revues, celui de l'ACS. Ce scénario est très confortable du point de vue financier mais offre un minimum de revues aux chercheurs bien que ce soit celles qui les intéressent le plus. Les économies ainsi dégagées pourraient permettre d'acheter à nouveau des ouvrages ou de prendre de

nouveaux titres de revues demandés par les chercheurs. Une enquête resterait à mener pour connaître ces titres. Mais on pourrait déjà partir des titres les plus consultés sous forme électronique et que l'on n'a pas encore sous forme papier. Nous possédons ces chiffres d'usage par les éditeurs et une des questions de l'enquête sur les cinq titres les plus consultés en ligne peut aussi donner quelques indications.

3.2. Un noyau de collection étoffés de titres à conserver

Ce noyau de titres, minimum vital, pourrait s'étoffer de titres que j'ai dénommé « à conserver ». En effet, l'enquête auprès des chercheurs n'étant pas complète puisque tous n'ont pas répondu, il me semblait indispensable de ne pas oublier de titres essentiels à la discipline. La liste de ces titres a été dressée à l'aide des états des collections nous appartenant et des localisations de ces titres dans d'autres bibliothèques en Ile-de-France et dans les laboratoires de Paris 6, des demandes de PEB, du facteur d'impact et des citations de ces titres sur les deux dernières années (bien que ces deux derniers indicateurs ne soient pas les plus fiables pour les bibliothécaires, ce sont plus des indicateurs de qualité des revues pour les chercheurs qu'un indicateur d'usage) et des conseils du conservateur de la bibliothèque qui connaît mieux la discipline et l'histoire de la collection que moi. Cette liste se compose de 17 titres qui viennent s'ajouter au noyau dur de la collection en formant une liste plus cohérente du point de vue complétude de la collection. Elle serait formée également du support papier couplé avec l'électronique. Elle rentre largement dans le budget de la bibliothèque et permettrait les mêmes avantages que le noyau : achat d'autres titres et/ou d'ouvrages. Ces deux premières propositions permettent par ailleurs d'acheter ou plutôt de s'abonner aux archives de l'ACS, archives très réclamées par les chercheurs. Plusieurs ont en effet émis ce souhait en remarques libres lors de l'enquête. Ces archives sont un abonnement renouvelable tous les ans qui coûte 10 % supplémentaire sur la collection achetée à l'ACS (en l'occurrence le « school package »).

3.3. Des revues indispensables et des revues en accès électronique seul.

A ces deux listes : noyau de revues choisies par les chercheurs et titres indispensables peut s'ajouter une liste de revues que l'on aurait uniquement sous forme électronique. Ces revues n'ont pas obtenu de scores suffisants dans l'enquête sur les revues papier, par contre d'après les statistiques de consultation en ligne, elles sont très utilisées par les chercheurs depuis leurs laboratoires. Elles forment un groupe de vingt cinq titres essentiellement chez deux éditeurs : ACS et Elsevier. Les coûts de ces revues en ligne ont été calculés en tenant compte de l'offre Couperin que nous avons actuellement pour toute la BIUSJ. Cette liste de titres s'ajoutant à ceux des précédents scénarios formerait une collection de 86 titres, comprenant les archives de l'ACS. Il me semble que ce serait un des scénarios les plus appréciés des chercheurs disposant de 86 titres sous forme papier et électronique et d'archives. Cette offre serait moins riche en titres papier qu'aujourd'hui mais plus riche en titres électroniques. Actuellement la bibliothèque offre 43 titres sous forme électronique. Ce scénario, au coût total de 270 479 € entre encore dans le budget de la bibliothèque et permet même de pouvoir acheter des ouvrages. Mais en restant à budget constant, avec une augmentation de la documentation de 7 à 10 % par an, on ne pourrait pas forcément l'assurer sur le long terme.

Ce dernier scénario oblige en outre la suppression de 8 titres qui ne sont pas très utilisés mais aussi de 16 titres certes moins utilisés mais qui ont tout de même un public. La suppression de ces 24 titres permet d'économiser 50 000 €.

3.4. L'offre la plus complète

Le scénario permettant l'offre la plus complète, par rapport à l'offre actuelle, et tenant encore dans le budget de la bibliothèque, pourrait être un scénario avec papier plus électronique pour tous les titres, comprenant les deux « packages » actuels (ACS et RSC) ainsi que les archives ACS pour un total de 289290 €. Ce scénario se base sur les prix titres à titres pour chaque éditeur, sauf pour ACS et RSC (packages) et pour Elsevier où ce sont les prix consortium Couperin. Cependant ce sont les prix 2003, ils ne seront déjà plus valables pour 2004 et risquent déjà de dépasser le budget. Comme les laboratoires doivent normalement

participer au coût de la documentation, peut être pourrait-on alors leur demander de payer la différence.

3.5. Le scénario « idéal »

Le scénario « idéal » serait l'offre citée au paragraphe précédent qui renforce l'offre actuelle sur le point de l'électronique accompagnée de l'achat des archives de chimie d'Elsevier, voire, par la suite, l'achat d'autres archives (Wiley par exemple) et l'achat de nouveaux titres. L'achat des archives de chimie d'Elsevier dépasserait largement le budget de la bibliothèque mais c'est un effort unique, car contrairement aux archives ACS qui sont un abonnement renouvelable, les archives Elsevier une fois achetées appartiennent à la bibliothèque. L'achat de ces archives dépasserait le budget de 127 368 euros. Si nous pouvons compter sur une aide financière des laboratoires, je me suis livrée à un calcul pour partager ce dépassement de budget entre les chercheurs de chimie de Paris 6 : cela reviendrait à 358 euros par chercheur. Si on prend en compte les étudiants de 3^{ème} cycle dont une bonne part participe aux travaux des laboratoires, cela ferait un coût de 122 euros (déjà plus raisonnable) par chercheur.

Tableau 3 : récapitulatif des scénarios INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Cette gradation d'un noyau dur vers un scénario le plus complet possible montre qu'à budget constant, il faudrait abaisser l'offre vers un cœur de collection indispensable. Or, grâce à l'enquête faite auprès des chercheurs et l'étude précise de l'environnement documentaire de la collection, nous connaissons maintenant mieux ce cœur de collection. Pour parfaire cette connaissance, il faudrait bien sûr pouvoir affiner encore les données en interrogeant les chercheurs par entretiens et en obtenant des réponses de la part de tous les laboratoires. Il m'a été difficile dans le temps imparti de pouvoir mesurer la différence financière entre prendre des bouquets de titres et acheter les revues au titre à titre. Il semble cependant qu'à partir d'un certain nombre de titres (comme c'est le cas pour les revues de l'ACS) l'achat du bouquet est plus intéressant. Par ailleurs, mes scénarios prévoient le désabonnement d'un certain nombre de titres chez Elsevier mais il n'est pas évident que dans la configuration actuelle (nous achetons ces revues par le consortium Couperin et par contrat, nous devons garder le même chiffre d'affaire pendant 3 ans) nous puissions nous désabonner. Cependant, étant le plus gros client d'Elsevier en France, des négociations seront peut être possibles mais ne

toucheront pas que la bibliothèque de chimie. C'est une décision à prendre au niveau de l'université.

Conclusion

Cette étude permet de trouver des solutions alternatives au cas où l'augmentation des prix et la stagnation des budgets continuent à pousser la bibliothèque au désabonnement de ses collections de périodiques. Il faut espérer que la participation financière des laboratoires, qui a été votée, mais dont on ne connaît pas encore la répartition permettra un maintien de nos collections. En ce qui concerne le tout électronique, les éditeurs vont de plus en plus dans cette direction en rendant le papier optionnel par rapport à l'électronique, mais sans solution d'archivage, les bibliothèques n'avanceront pas de ce côté-là. Cependant, une fois la question de l'archivage résolue, il me semble qu'il faudra sérieusement réfléchir à ce que peut coûter une collection papier en terme de personnel, conservation et stockage. En France, les solutions alternatives, tel le projet SPARC ne sont pas encore assez connues et reconnues. Il me semble que les bibliothécaires essaient de faire au mieux pour conserver des collections indispensables aux chercheurs et qu'aujourd'hui les chercheurs eux-mêmes doivent prendre conscience que la création de revues alternatives de contenu similaire aux « grandes revues » des éditeurs scientifiques peut être une solution pour contrer le diktat des éditeurs. Une collaboration est indispensable entre bibliothèques et chercheurs mais aussi entre établissements documentaires, que ce soit dans le cadre de consortia d'achats ou de coopération dans le domaine de la conservation afin de rendre le meilleur service possible aux utilisateurs.

Bibliographie

La révolution du numérique

LE MOAL, Jean-Claude. « La documentation numérique ». *Bulletin des bibliothèques de France*, 2002, t. 47, n° 1, p. 68-72.

GUEDON, Jean-Claude. « Beyond core journals and licenses : the paths to reform scientific publishing ». *ARL bimonthly report* 218, 2001, oct. Disponible sur : <http://www.arl.org/newsltr/index/html> (consulté le 25-05-2003)

BELBENOIT-AVICH, Pierre-Marie. *Les défis de l'édition électronique en bio-médecine*. Paris : éd. Frison-Roche, 1999.

INRA, INSERM. Rencontre-débat du 29-03-2000 : Publication électronique des résultats de la recherche. Disponible sur : <http://www.inra.fr/internet/Directions/DIC/ACTUALITES/PubElectro2903/crInraInsERM.htm> (consulté le 06-05-2003)

GUEDON, Jean-Claude. A l'ombre d'Oldenburg. Conférence donnée à l'American research libraries, mai 2001. Version française disponible sur : <http://doc-iep.univ-lyon2.fr/Edelec> (Consulté le 7-07-2003)

BOISMENU, Gérard, BEAUDRY, Guylaine. *Le nouveau monde numérique : le cas des revues universitaires*. Paris, La Découverte, 2002

CHARTRON, Ghislaine (dir.). *Les chercheurs et la documentation numérique : nouveaux services et usages*. Paris : Ed. du Cercle de la Librairie, 2002.

BOSC, Hélène. La communication scientifique revue et corrigée par internet. Disponible sur : <http://www.tours.inra.fr/tours/doc/comsci.htm> (consulté le 19-12-03)

Economie et numérique

CHARTRON, Ghislaine, SALAUN, Jean-Michel. « La reconstruction de l'économie politique des publications scientifiques ». *Bulletin des bibliothèques de France*, 2000, t. 45, n°2, p. 32-42.

JEROME, Simone. « S/SL/PPV : le prix de l'information du futur ». *Cahiers de la documentation*, 1999, 1, p. 3-25.

KING, Donald W., Tenopir, Carol. *Economic cost models of scientific scholarly journals*, in ICSU press workshop (1998, Keble college, Oxford, GB). Disponible sur : <http://www.bodley.ox.ac.uk/icsu/proceedings.htm> (consulté le 18-05-2003)

SALAUN, Jean-Michel. *Que cache l'augmentation des tarifs des revues scientifiques ?*, 1997. Disponible sur : http://www.enssib.fr/bibliotheque/dossthem/ecodoc/Revue_et_biblio/rpJMS2.html (Consulté le 06-05-2003)

Bibliothèques et numérique

Inspection générale des bibliothèques. Rapport 1998. Disponible sur : <http://www.sup.adc.education.fr/bib/Etab/Igb/doc/Rapport98.htm> (Consulté le 18-05-2003)

JOLLY, Claude. « Documentation électronique à l'université : relevé d'impacts ». *Bulletin des bibliothèques de France*, 2003, t. 48, n°4, p. 5-8.

JOLLY, Claude. « L'économie des bibliothèques universitaires : permanences et mutations ». *Bulletin d'informations de l'Association des Bibliothécaires Français*, 1998, n° 184-185, p. 71-74.

DELAINE, Virginie. « Revues électroniques en ligne : un support de diffusion plus proche de l'utilisateur final, un nouveau support documentaire à gérer pour le professionnel de l'information ». *Cahiers de la documentation*, 2000, n°2, p. 27-40.

VERRY-JOLIVET, Corinne. « Pratiques et attentes des chercheurs : la médiathèque scientifique de l'Institut Pasteur ». *Bulletin des bibliothèques de France*, 2001, t. 46, n°4, p. 26-30.

CHANEY, Eliane, BULLIARD, Catherine, CHRISTIANSEN, Caroline et al. « Une bibliothèque de recherche face à l'édition électronique : l'exemple du Laboratoire européen pour la physique des particules ». *Bulletin des bibliothèques de France*, 1999, t. 44, n°2, p. 27-32.

FONDATION MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME. Les usages et les besoins des documents numériques dans l'enseignement supérieur et la recherche. Programmation numérisation pour l'enseignement supérieur et la recherche, étude dir. par SALAUN, Jean-Michel et VAN CUYCK, Alain, 1999. Disponible sur : <http://www.msh-paris.fr/pner/> (Consulté le 18-05-2003)

« Les revues électroniques : la solution ? » *La lettre de l'Université de la Méditerranée*, 2000, févr., n°50, p. 42-43.

CHRISTIANSEN, Caroline. « Les périodiques : électroniques ou papier, le point de la situation » *Arbido*, 2001, n°12, p. 25-27.

FARGUELL, Montserrat, KLEB, Claudine. « Etablir un plan rationnel de désabonnement de périodiques : l'exemple du Cadist des sciences de la terre ». *Bulletin des bibliothèques de France*, 2000, t. 45, n°5, p. 108-117.

DESRICHARD, Yves, KLEB, Claudine. « Le « Journal citation reports » du « science citation index » : une étude pour servir la politique documentaire d'un pôle d'acquisition spécialisé ». *Bulletin des bibliothèques de France*, 1994, t. 39, n°1, p. 61-69.

« *Allo ! Ici la Terre !* ». CADIST des sciences de la terre. N° spécial : Lettres aux usagers du CADIST des sciences de la terre. Paris : CADIST des sciences de la terre, 2003.

OKRET, Christine. Les consortiums, une modalité d'achat : exemple de l'enseignement supérieur. In CARACO, Alain (dir.). *Intégrer les ressources d'internet dans la collection*. Villeurbanne, enssib, 2000, p. 87-97.

BEL GHAZOUANI, Delphine, DEBAYLE, Marie-Laure, PICAULT, Isabelle et al. *Les consortiums : Etat des lieux, enjeux et perspectives*. Villeurbanne, Enssib, 2002

SANZ, Pascal. « De la fourniture à distance de documents à la conservation partagée ». *Bulletin des bibliothèques de France*, 2003, t. 48, n°4, p. 33-37.

Table des annexes

Annexe 1 : Evolution des achats d'ouvrages à la Bibliothèque physique-chimie recherche 1998-2002

Annexe 2 : Evolution des abonnements à la Bibliothèque physique-chimie recherche 1998-2002

Annexe 3 : Abonnements en cours à la Bibliothèque physique-chimie recherche

Annexe 4 : Potentiel étudiants et chercheurs en chimie – Année 2002-2003

Annexe 5 : Questionnaire adressé aux chercheurs en chimie

Annexe 6 : Tableau récapitulatif des indicateurs.

Annexe 1

Evolution des achats d'ouvrages à la Bibliothèque Physique Chimie Recherche 1998 - 2002

ANNEES		NOMBRE DE VOLUMES	FRANCS	EUROS
1998	CR	35		
	PR	200		
1999	CR	42		
	PR	498		
2000	CR	11		
	PR	28		
2001	CR	0		
	PR	156		
2002	CR	116		
	PR	75		

CR = Chimie Recherche

PR = Physique Recherche

Annexe 2

**Evolution des abonnements à la Bibliothèque Physique Chimie Recherche
1998 - 2002**

ANNEES		NBRE DE TITRES	COUT en FRANCS	COUT en EUROS	SUPPRESSIONS DE TITRES
1998	CR	185			18
	PR	180			0
1999	CR	150			35
	PR	180			0
2000	CR	143			7
	PR	149			31
2001	CR	134			9
	PR	149			0
2002	CR	99			35
	PR	143			6

CR = Chimie Recherche

PR = Physique Recherche

Annexe 3

Abonnements en cours à la Bibliothèque de Physique-Chimie Recherche

ISSN	Editeur/Diffuseur	Titre	Abts 2003	Abts EL	prix 03 HT	Mode achat
	ACS	ACCOUNTS OF CHEMICAL RESEARCH	CR	1		school package
0935-9648	Wiley-VCH	ADVANCED MATERIALS	CR	0		
	AICHE	AICHE JOURNAL	CR	0		
0003-2654	RSC	ANALYST (THE)	CR	1		
0003-2670	ELSEVIER	ANALYTICA CHIMICA ACTA	CR	1		
0003-2700	ACS	ANALYTICAL CHEMISTRY	CR	1		school package
1433-7851	Wiley-VCH	ANGEWANDTE CHEMIE international edition	CR	0		
0151-9107	ELSEVIER	ANNALES DE CHIMIE	CR	1		
0926-860X	ELSEVIER	APPLIED CATALYSIS A : General	CR	1		A+B
0926-3373	ELSEVIER	APPLIED CATALYSIS B : Environmental	CR	1		voir A
0268-2605	Wiley-VCH	APPLIED ORGANOMETALLIC CHEMISTRY	CR	0		
0003-7028	Society for applied spectroscopy	APPLIED SPECTROSCOPY	CR	0		
	ELSEVIER	APPLIED SURFACE SCIENCE	CR	1		voir Surface science
	ACS	BIOCHEMISTRY	CR/BR	1		school package
	ACS	BIOCONJUGATE CHEMISTRY	CR	1		
0008-6223	National research council Canada	CANADIAN JOURNAL OF CHEMISTRY	CR	0		
1011-372X	ELSEVIER	CARBON	CR	1		
0161-4940	Kluwer-Baltzer	CATALYSIS LETTERS	CR	0		
0920-5861	Dekker	CATALYSIS REVIEWS	CR	0		
0009-2347	ELSEVIER	CATALYSIS TODAY	CR	1		
1359-7345	ACS	CHEMICAL AND ENGINEERING NEWS	CR	0		school package
0301-0104	RSC	CHEMICAL COMMUNICATIONS	CR	1		RSC package B
0009-2614	ELSEVIER	CHEMICAL PHYSICS	CR	1		
0009-2665	ELSEVIER	CHEMICAL PHYSICS LETTERS	CR	1		
0306-0012	ACS	CHEMICAL REVIEWS	CR	1		school package
0947-6539	RSC	CHEMICAL SOCIETY REVIEWS	CR	1		
0897-4756	Wiley-VCH	CHEMISTRY : A EUROPEAN JOURNAL	CR	0		

0009-2703	ACS	CHEMISTRY OF MATERIALS	CR	1		school package
0927-7757	ELSEVIER-Vieweg	CHROMATOGRAPHIA	CR	0		
1089-3156	ELSEVIER	COLLOIDS and SURFACES (A & B)	CR	1		
	ACS	ENVIRONMENTAL SCIENCE & TECHNOLOGY	CR/GR	1		school package
1434-193X	Wiley-VCH	EUROPEAN JOURNAL OF INORGANIC CHEMISTRY	CR	0		
0888-5885	Wiley-VCH	EUROPEAN JOURNAL OF ORGANIC CHEMISTRY	CR	0		
	Sendai...	HETEROCYCLES		0		
0020-1669	ACS	INDUSTRIAL AND ENGINEERING CHEMISTRY RESEARCH	CR	1		school package
	ACS	INORGANIC CHEMISTRY	CR	1		school package
0020-7608	ELSEVIER	INORGANICA CHIMICA ACTA	CR	1		
0021-7689	Wiley-VCH	INTERNATIONAL JOURNAL OF QUANTUM CHEMISTRY	CR	0		
0021-891X	RSC	JOURNAL OF ANALYTICAL ATOMIC SPECTROMETRY	CR	1		
0021-8995	Kluwer	JOURNAL OF APPLIED ELECTROCHEMISTRY	CR	0		
	Wiley-VCH	Journal of APPLIED POLYMER SCIENCE (APPLIED POLYMER SYMPOSIA)	CR	0		
0021-9517	Dekker	JOURNAL OF CARBOHYDRATE CHEMISTRY	CR	0		
	Ideal-Academic Press	JOURNAL OF CATALYSIS	CR	0		
0021-9797	ELSEVIER	JOURNAL OF CHROMATOGRAPHY A + B	CR	1		
0192-8651	Ideal-Academic Press	JOURNAL OF COLLOID and INTERFACE SCIENCE	CR	0		
0022-0248	Wiley-VCH	JOURNAL OF COMPUTATIONAL CHEMISTRY	CR	0		
	ELSEVIER	Journal of crystal growth	CR	1		
1076-5174	Heterocorporation	JOURNAL OF HETEROCYCLIC CHEMISTRY	CR	0		
0884-2914	RSC	JOURNAL OF MATERIALS CHEMISTRY	CR	1		RSC package B
	Materials research Society	JOURNAL OF MATERIALS RESEARCH	CR	0		
1381-1169	ACS	JOURNAL OF MEDICINAL CHEMISTRY	CR	1		
	ELSEVIER	JOURNAL OF MOLECULAR CATALYSIS A	CR	1		
	ACS	JOURNAL OF NATURAL PRODUCTS	CR	1		
	ACS	JOURNAL OF ORGANIC CHEMISTRY	CR	1		school package
	ELSEVIER	JOURNAL OF ORGANOMETALLIC CHEMISTRY	CR	1		

0894-3230	ACS	JOURNAL OF PHYSICAL CHEMISTRY (A+B)	CR	1		school package
0087-624X	Wiley-VCH	JOURNAL OF PHYSICAL ORGANIC CHEMISTRY	CR	0		
0087-6266	Wiley-VCH	JOURNAL OF POLYMER SCIENCE A	CR	0		A+B
0022-4596	Wiley-VCH	JOURNAL OF POLYMER SCIENCE B	CR	0		voir A
	ACS	JOURNAL OF PROTEOME RESEARCH	CR	0		school package
	Ideal-Academic Press	JOURNAL OF SOLID STATE CHEMISTRY	CR	0		
	American Ceramic Society	JOURNAL OF THE AMERICAN CERAMIC SOCIETY	CR	0		
	ACS	JOURNAL OF THE AMERICAN CHEMICAL SOCIETY	CR	1		school package
	RSC	Journal of the Chemical Society : DALTON TRANSACTIONS	CR	1		RSC package B
	ACS	LANGMUIR	CR	1		school package
1022-1352	Wiley-VCH	MACROMOLECULAR SYMPOSIA	CR	0		4 titres
	Wiley-VCH	MACROMOLECULAR CHEMISTRY AND PHYSICS	CR	0		macr. symposia
1022-1344	Wiley-VCH	Macromolecular rapid communications	CR	0		macr. symposia
	Wiley-VCH	MACROMOLECULAR THEORY AND SIMULATIONS	CR	0		macr. symposia
	ACS	MACROMOLECULES	CR	1		school package
	ELSEVIER	MICROPOROUS AND MESOPOROUS MATERIALS		1		
	ACS	NANO LETTERS	CR	1		online seul
	RSC/CNRS	NEW JOURNAL OF CHEMISTRY (Nouveau journal de chimie)	CR (online seul)	1		RSC package B
	RSC	ORGANIC AND BIOMOLECULAR CHEMISTRY	CR	0		RSC package B
	ACS	ORGANIC LETTERS	CR	1		online seul
	ACS	ORGANOMETALLICS	CR	1		school package
0272-4324	RSC	PHYSICAL CHEMISTRY CHEMICAL PHYSICS	CR	1		RSC package B
	Kluwer-Plenum	PLASMA CHEMISTRY & PLASMA PROCESSING	CR	0		
	ELSEVIER	POLYHEDRON	CR	1		
1042-7147	ELSEVIER	POLYMER	CR	1		

	Wiley	POLYMERS FOR ADVANCED TECHNOLOGIES	CR	0		
1060-1325	JCPDS	POWDER DIFFRACTION	CR	0		
0167-2738	IUPAC	PURE AND APPLIED CHEMISTRY	CR	0		
0926-2040	ELSEVIER	SOLID STATE IONICS	CR	1		
0992-4361	Ideal-Academic Press	SOLID STATE NUCLEAR MAGNETIC RESONANCE	CR	1		
1386-1425	ELSEVIER	SOLID STATE SCIENCES	CR	1		
0584-8547	ELSEVIER	SPECTROCHIMICA ACTA A	CR	1		
1040-0400	ELSEVIER	SPECTROCHIMICA ACTA B	CR	1		
0039-6028	Kluwer-Plenum	STRUCTURAL CHEMISTRY	CR	0		
0167-2584	ELSEVIER	SURFACE SCIENCE	CR	1		full set (4 titres)
0167-5729	ELSEVIER	SURFACE SCIENCE LETTERS	CR	1		voir Surface science
0936-5214	ELSEVIER	SURFACE SCIENCE REPORT	CR	1		voir Surface science
0039-7881	Thieme	SYNLETT	CR	0		
0039-7911	Thieme	SYNTHESIS	CR	0		
0379-6779	Dekker	SYNTHETIC COMMUNICATIONS	CR	0		
	ELSEVIER	SYNTHETIC METALS	CR	1		
	ELSEVIER	TETRAHEDRON (Full package: 5 titres)	CR	1		
	ELSEVIER	TETRAHEDRON ASYMMETRY	CR	1		voir tetrahedron
1022-5528	ELSEVIER	TETRAHEDRON LETTERS	CR	1		
	Kluwer-Baltzer	TOPICS IN CATALYSIS	CR	0		
				43		
	AMERICAN CHEMICAL SOCIETY	ACS School plan package (17 titres)				
	Royal Society of Chemistry	package B (6 titres)				
	Total					

Annexe 4**Potentiel étudiants et chercheurs en chimie – Année 2002-2003**

Paris 6	Etudiants 3ème cycle	773
	Chercheurs	355
TOTAL		1128

Paris 7	Etudiants 3ème cycle	116
	Chercheurs	64
TOTAL		180

Annexe 5

Questionnaire adressé aux chercheurs en chimie

Enquête de la bibliothèque chimie-physique recherche auprès des chercheurs en chimie sur leurs pratiques des revues électroniques.

Nom et adresse du laboratoire :	
Directeur du laboratoire :	
Effectif du laboratoire :	
Pour les revues, vous utilisez de préférence :	<input type="checkbox"/> le papier <input type="checkbox"/> l'électronique <input type="checkbox"/> les deux
Que faites-vous de l'information trouvée ?	<input type="checkbox"/> lecture à l'écran <input type="checkbox"/> impression <input type="checkbox"/> téléchargement informatique
Seriez-vous prêt à vous passer des revues papier et à n'utiliser que l'électronique ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Quels sont les 5 titres que vous consultez le plus fréquemment EN LIGNE ?	
Vous paraît-il indispensable de disposer de l'accès en ligne aux 3 dernières années ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Vous paraît-il indispensable de disposer de l'accès en ligne aux 5 dernières années ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Vous paraît-il indispensable de disposer de l'accès en ligne aux 10 dernières années ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

Venez-vous à la bibliothèque pour consulter des revues papier ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Venez-vous à la bibliothèque pour consulter des revues électroniques ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Possédez-vous des abonnements à des revues sous forme papier dans votre laboratoire ? Si oui, lesquels ?	
Venez-vous à la bibliothèque pour consulter des bases de données ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Quelles bases de données en ligne utilisez-vous depuis votre laboratoire ? (Chemical abstracts, bases de pré-prints, Pascal, Current Contents)	

Deuxième partie de l'enquête (extrait)

Parmi la liste des abonnements papiers courants de la bibliothèque, pouvez vous cocher les titres que vous consultez souvent ou occasionnellement.

(Vous pouvez remplir un questionnaire par équipe de recherche si cela vous semble plus significatif. Dans ce cas, merci de nous indiquer le nombre de personnes ayant répondu)

Editeur/Diffuseur	Titre	Prix 2003 HT	Souvent	Occasionnellement	Commentaires
ACS	ACCOUNTS OF CHEMICAL RESEARCH				
Wiley-VCH	ADVANCED MATERIALS				
AICHE	AICHE JOURNAL				
RSC	ANALYST (THE)				
ELSEVIER	ANALYTICA CHIMICA ACTA				
ACS	ANALYTICAL CHEMISTRY				
Wiley-VCH	ANGEWANDTE CHEMIE international edition				
ELSEVIER	ANNALES DE CHIMIE				
ELSEVIER	APPLIED CATALYSIS A : General				
ELSEVIER	APPLIED CATALYSIS B : Environmental				
Wiley-VCH	APPLIED ORGANOMETALLIC CHEMISTRY				
Society for applied spectroscopy	APPLIED SPECTROSCOPY				
ELSEVIER	APPLIED SURFACE SCIENCE	Voir Surface science			
ACS	BIOCHEMISTRY				
ACS	BIOCONJUGATE CHEMISTRY				
National research council Canada	CANADIAN JOURNAL OF CHEMISTRY				

Annexe 6 *INFORMATIONS CONFIDENTIELLES*

Tableau récapitulatif des indicateurs (extrait)